

Zeitschrift: Curaviva : revue spécialisée
Herausgeber: Curaviva - Association des homes et institutions sociales suisses
Band: 12 (2020)
Heft: 3: Profils professionnels : de nouvelles exigences dans les soins et l'accompagnement

Artikel: Les nouvelles exigences envers les profils professionnels dans la santé et le social : "L'interprofessionnalité gagne en importance"
Autor: Seifert, Elisabeth / Zurbriggen, Mariette / Kubli, Claudia
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1032816>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 02.04.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Les nouvelles exigences envers les profils professionnels dans la santé et le social

«L’interprofessionnalité gagne en importance»

Les métiers sont confrontés à de nouvelles exigences professionnelles. De plus, la collaboration entre les équipes de la santé et du travail social gagne en importance. Deux expertes de Curaviva Suisse s’expriment sur les conséquences pour le développement des formations professionnelles.

Propos recueillis par Elisabeth Seifert

Mesdames Kubli et Zurbruggen*, vous participez au développement des métiers de la santé et du travail social dans le domaine des institutions pour personnes ayant besoin de soutien. Quels sont les besoins actuels et comment la formation professionnelle y répond-elle?

Mariette Zurbruggen – La formation professionnelle se conforme aux exigences du monde du travail et à ce qu’on estime juste

***Mariette Zurbruggen**, 59 ans, est cheffe du secteur Formation professionnelle de Curaviva Suisse et responsable de la défense des intérêts et du développement des professions dans le domaine social. Elle a suivi la formation pédagogique-didactique pour le conseil et la formation des formateurs des enseignants, réalisée dans le cadre de la Conférence des directeurs de l’instruction publique du Nord-Ouest de la Suisse.

Claudia Kubli, 47, est cheffe du secteur RH en soins et accompagnement pour le domaine personnes âgées de Curaviva Suisse. Elle est chargée du développement des ressources humaines et de la formation professionnelle. Elle est infirmière diplômée et enseignante en école professionnelle dans le domaine de la santé.

et important dans l’un et l’autre domaine. Dans le domaine social, par exemple, les personnes en situation de handicap vivent aujourd’hui plus longtemps. Cela signifie que les professionnel-le-s qui les accompagnent sont de plus en plus souvent confrontés à des problématiques de santé liées au vieillissement et doivent, par conséquent, acquérir les compétences nécessaires pour y faire face.

De quels moyens disposent les accompagnateur-trice-s pour justement faire face aux problèmes de santé des personnes handicapées vieillissantes?

Mariette Zurbruggen – Lorsque des personnes handicapées vieillissantes souhaitent continuer de vivre dans leur environnement familial au sein d’une institution et que l’institution le permet, les professionnel-le-s doivent alors développer un savoir-faire, en plus de leurs compétences premières, pour être capables d’accompagner, d’identifier et d’évaluer les besoins en soins. Ils apprennent aussi, par exemple, à collaborer avec les services des soins à domicile ou avec les équipes d’un établissement de soins. Par ailleurs, ils peuvent effectuer eux-mêmes des gestes infirmiers simples, pour autant qu’ils aient été formés et instruits pour ce faire.

Madame Kubli, quel est le défi actuel pour la formation professionnelle dans le domaine des soins de longue durée?

Claudia Kubli – Avec l’entrée plus tardive des personnes en institution, les besoins se sont considérablement modifiés. Les établissements médico-sociaux accueillent dès lors des personnes souffrant de pathologies très complexes et ont donc besoin de personnel au bénéfice d’une formation dans une école supérieure ou une haute école spécialisée. Et ce, dans une plus large mesure que ce n’est le cas aujourd’hui en raison de la dotation en personnel dans les institutions. Par ailleurs, les formations actuelles ne correspondent pas toujours au profil requis.

C'est-à-dire?

Claudia Kubli – Nous devons commencer par définir ce qui fait que le travail dans les soins de longue durée est si exigeant. La particularité des soins de longue durée réside dans le fait que les résidentes et résidents ne sont pas uniquement considérés sous l'angle de leurs symptômes, mais qu'ils sont accompagnés individuellement en tenant compte de tous les aspects psychosociaux durant la dernière étape de leur vie. Outre l'existence simultanée de plusieurs maladies, la plupart des personnes âgées ont un organisme d'une grande fragilité. Elles ont généralement peu de réserves pour résister à une maladie aiguë. Pour les équipes soignantes dans les soins de longue durée, les changements qui surviennent en raison d'une péjoration de l'état de santé combinée à une fragilité sont souvent difficiles à identifier et interpréter. Cela accroît donc les exigences en termes de qualité des soins dans les institutions de long séjour.

Les formations devraient-elles donc être mieux adaptées aux soins de longue durée?

Claudia Kubli – La formation dans le domaine tertiaire est encore et toujours fortement orientée vers les soins aigus en milieu hospitalier. Le développement des connaissances devrait pourtant davantage se tourner aussi vers les personnes âgées et leurs symptômes qui souvent se cumulent. À cela s'ajoute le fait que les personnes âgées vivent et meurent là où elles sont soignées aussi. Ce type d'accompagnement et de soins requiert des compétences spécifiques.

La formation du degré secondaire II d'assistant-e en soins et santé communautaire ASSC introduite il y a une dizaine d'années fait-elle ses preuves?

Claudia Kubli – La formation d'ASSC a été créée afin de prévenir la pénurie de personnel qui s'annonçait et de proposer une offre de formation attractive au niveau du secondaire II. Ce profil professionnel a en effet attiré de nombreuses personnes intéressées. Au cours des trois dernières années, cette formation a figuré au nombre des formations les plus souvent choisies en Suisse. Depuis son introduction, le profil des ASSC a déjà été adapté trois fois par le biais de son ordonnance de formation, et se positionne de plus en plus comme un véritable métier. Une difficulté tient cependant au fait que, à ce niveau, il s'agit surtout d'acquérir des connaissances et des capacités, c'est-à-dire un savoir informatif. Mais au vu de la place centrale qu'occupent ces assistant-e-s aujourd'hui dans les institutions, il faudrait plutôt les pousser à acquérir aussi des compétences transformatives.

Que sont ces compétences transformatives?

Claudia Kubli – Il s'agit par exemple de reconnaître des situations complexes, telles qu'elles peuvent apparaître chez des personnes âgées, de les interpréter correctement et de faire le lien avec les connaissances acquises. En raison de la complexité des situations des résidentes et résidents, le personnel des soins de longue durée doit être capable de percevoir les changements subtils de l'état de santé qui surviennent souvent au jour le jour, et savoir réagir en conséquence. Chez les ASSC, ces

capacités d'observation ciblée et de reconnaissance des corrélatifs ne sont généralement pas assez poussées et doivent par conséquent être travaillées.

La formation des ASSC devra-t-elle donc à l'avenir renforcer ces compétences-là?

Claudia Kubli – Pour une bonne qualité des soins et la sécurité des résidentes et résidents, nous ne pouvons pas nous contenter de simplement attirer un plus grand nombre de personnes dans ce dispositif. Nous devons en effet renforcer les compétences transformatives afin de répondre au plus près des besoins des personnes âgées. C'est un défi très important, aussi pour les personnes chargées de la formation à la pratique professionnelle.

Parallèlement aux ASSC, le métier d'assistant-e-s socio-éducatif ASE a été introduit dans le domaine social...

Mariette Zurbriggen – L'éducation sociale est la formation classique pour travailler dans une institution sociale. Outre cette formation,

qui peut être suivie dans une école supérieure ou dans une haute école spécialisée, le métier d'ASE a été introduit au niveau du secondaire II, dans le cadre de la professionnalisation du domaine social. C'est un métier très apprécié qui connaît un beau succès. Il en va de même pour l'attestation d'aide en soins et accompagnement. Tous ces professionnel-le-s travaillent dans des institutions pour personnes en situation de handicap, dans des établissements médico-sociaux et dans les structures d'accueil extra-familiales pour les enfants.

Dans les structures d'accueil stationnaires, mais également ambulatoires, pour les enfants et les adolescents qui vivent des situations familiales difficiles, c'est avant tout du personnel formé au niveau tertiaire qui intervient.

Mariette Zurbriggen – Aucun métier fondamentalement nouveau n'est apparu dans ce secteur. En raison de la complexité des situations vécues par les enfants et les adolescents, on y voit généralement beaucoup de professionnel-le-s de l'éducation spécialisée, du travail social, de l'enseignement et d'orientations thérapeutiques diverses. Les formations continues prennent tout leur sens ici car elles permettent de réagir aux besoins du moment, par exemple aux expériences traumatisantes des enfants qui ont dû fuir leur pays.

Les ASE sont de plus en plus présents dans le domaine des personnes âgées...

Mariette Zurbriggen – L'importance des besoins sociaux sur la santé des personnes âgées est reconnue. Par conséquent, les aspects sociaux sont davantage pris en considération dans l'aide et l'accompagnement des personnes âgées, que ce soit dans les soins de longue durée stationnaires ou ambulatoires. Les discussions actuelles à propos de la révision de la formation d'ASE avec l'orientation personnes âgées portent sur la définition des compétences requises. À l'avenir, ces ASE pourraient assurer une fonction de soutien conséquente auprès des personnes âgées dans le cadre de l'aide et des soins à domicile.

>>

Les questions relatives aux soins palliatifs et à la démence sont centrales dans les soins de longue durée. Comment cela se reflète-t-il dans la formation professionnelle?

Claudia Kubli – Les deux grandes stratégies nationales de santé, l'une en matière de soins palliatifs, l'autre en matière de démence, notamment, ont eu des répercussions sur les ordonnances de formation. Depuis la troisième révision de l'ordonnance de formation professionnelle des ASSC, ces professionnel-le-s ont une compétence participative dans les situations palliatives. Mais le métier d'ASSC s'est beaucoup développé principalement dans les soins de longue durée, en raison des besoins du monde du travail. La formation professionnelle supérieure aussi, avec les formations continues, met l'accent sur les secteurs de la gériatrie, de la gérontopsychiatrie et des soins palliatifs. Le brevet fédéral de spécialiste en soins de longue durée et accompagnement en est un exemple.

Il y a justement dans le domaine des soins palliatifs toute une série de formations continues hautement spécialisées: comment analysez-vous cette tendance à la spécialisation?

Claudia Kubli – Nous avons besoin de spécialistes. Parce que chacune de ces spécialisations conduit à une meilleure prise en soin des résidentes et résidents et qu'une formation généraliste ne peut pas à elle seule garantir une diversification suffisante des compétences. La bonne collaboration entre les professionnel-le-s au sein d'une institution compte aussi beaucoup. Chacun et chacun est engagé selon ses compétences dans une composition d'équipe qui mixe les compétences et les qualifications. Comme je l'ai déjà dit, le plus grand défi réside dans la faculté des professionnel-le-s, quel que soit leur niveau de formation, d'acquiescer non seulement des capacités et des connaissances, mais de disposer également de compétences transformatives. Ce n'est qu'ainsi qu'il est possible de s'assurer des compétences supplémentaires et spécialisées au profit des résidentes et résidents.

Mariette Zurbriggen – Dans le domaine social aussi, c'est naturellement le bien des résidentes et résidents qui prime. Pour cela, il importe de développer les relations, ce qui peut aussi permettre de donner du sens au travail. Cependant, le développement des relations avec les bénéficiaires se heurte aujourd'hui souvent à une fragmentation des processus de travail et des responsabilités.

Quelles sont les priorités que Curaviva Suisse a définies pour les deux champs professionnels de la santé et du travail social?

Mariette Zurbriggen – Curaviva Suisse s'investit dans les deux champs professionnels et les différents métiers ont souvent pour objectif de soutenir la même clientèle. C'est la raison pour laquelle nous essayons d'agir avec les organes responsables concernés lorsqu'il est question de développer de nouveaux métiers. Une pluralité d'organes responsables est essentielle pour coordonner intelligemment les compétences des différentes professions et pour attirer suffisamment de participant-e-s dans les formations. Pour l'attestation d'aide en

soins et accompagnement ainsi que pour le brevet fédéral en soins de longue durée, Curaviva Suisse s'est fortement engagée afin que la responsabilité soit portée conjointement avec les organisations du monde du travail de la santé et du social. Actuellement, nous visons la même chose dans le cadre de l'examen professionnel supérieur en gériatrie et psychogériatrie. Avec l'association partenaire Insos, nous nous engageons en faveur d'examens professionnels dans le domaine du handicap.

Il y a également le concept d'orientation dans l'espace social qui met au défi les deux champs professionnels...

Claudia Kubli – Les nouvelles structures de soins reposent sur l'idée que les personnes âgées veulent vivre le plus longtemps possible de façon autonome dans leur environnement de vie familial. Et même si elles dépendent déjà largement de presta-

tions d'aide. Cela a des répercussions pour les différents acteurs de la santé et du social et leurs services. Ils vont devoir davantage orienter leurs prestations vers les besoins individuels des personnes ayant besoin de soutien, avec des effets aussi bien sur les modèles d'affaires des institutions que sur la formation professionnelle. Curaviva Suisse développe les bases permettant d'avoir suffisamment de

personnel qualifié pour assurer des prestations de soins dans l'espace social. Nous démarrons avec deux projets de formation professionnelle.

Mariette Zurbriggen – Tous ces projets visent les personnes âgées et les personnes en situation de handicap. Dans ces deux domaines, nous assistons à une évolution de l'accompagnement: les personnes âgées souhaitent vivre le plus longtemps possible chez elles et les personnes en situation de handicap souhaitent pouvoir choisir librement où et comment elles veulent vivre et recevoir l'aide dont elles ont besoin. Il en résulte des situations inédites aussi pour la formation professionnelle. Traditionnellement, nous formons des professionnel-le-s dans et pour les institutions.

Que signifie cette évolution par rapport à l'idée que les professionnel-le-s ont de leur métier?

Mariette Zurbriggen – Il faut changer d'état d'esprit. Les professionnel-le-s n'évoluent plus simplement dans leur propre cadre professionnel, mais doivent être en mesure de considérer l'ensemble du réseau autour de la personne accompagnée et d'y accomplir leur propre tâche. Autre élément central, la capacité de collaborer avec d'autres groupes professionnels. L'interprofessionnalité se développe.

Claudia Kubli – Oui, la collaboration gagne en importance. Mais cette collaboration est complexe à double titre. D'abord parce que la question de savoir quelle qualification professionnelle est nécessaire pour quelle prestation ne se pose pas de la même manière selon le groupe professionnel considéré. Ensuite, il faudra également décider à l'avenir de quel champ professionnel une personne doit venir. De plus, dans l'idée de l'espace social, il s'agit également d'associer le système d'aide informel, c'est-à-dire les bénévoles, le voisinage et les proches.

«L'importance des besoins sociaux sur la santé des personnes âgées est reconnue.»

Mariette Zurbriggen – Si l'on part effectivement de l'individu, c'est-à-dire du sujet qui a besoin de quelque chose, la complexité se réduit. Une première étape consiste à déterminer le réseau de relations dont bénéficie déjà une personne, puis à identifier les besoins qui sont ainsi couverts. Dans un deuxième temps seulement, on évalue les prestations supplémentaires nécessaires. Naturellement, dans de nombreuses situations, il faut quelqu'un pour faire le lien.

Claudia Kubli – Il peut s'agir d'une ou d'un case manager qui passe régulièrement auprès des bénéficiaires pour vérifier que les prestations conviennent encore. La difficulté sera de définir le profil professionnel adéquat pour accomplir cette tâche. Il est essentiel que toutes celles et ceux qui s'occupent d'une même personne soient reliés entre eux par un système de données informatique. Les personnes qui interviennent doivent être informées de qui fait quoi.

Comment abordez-vous ce processus complexe du côté de la formation professionnelle?

Claudia Kubli – Nous pensons à deux niveaux. Au niveau de la stratégie de formation, nous réfléchissons aux effets que les changements dans le paysage des soins ont sur les différents

éléments de la formation: sur les contenus de la formation, sur l'idée que les groupes professionnels se font de leur métier et sur les rôles des groupes professionnels et leurs recouvrements. Pour ce faire, nous devons comprendre, avec les autres acteurs de la formation professionnelle, comment la réalité des soins se modifie au regard de la notion d'orientation dans l'espace social. Ensuite nous discutons des répercussions pour la formation professionnelle. Il s'agira alors de déterminer si et quelles nouvelles tâches incombent aux écoles professionnelles, aux cours interentreprises et à la formation pratique.

«La formation devra mettre l'accent sur le travail d'équipe et l'auto-organisation.»

Et le second niveau?

Claudia Kubli – Dans un deuxième projet plus opérationnel, nous voulons trouver, dans le domaine de l'enseignement et des méthodes pédagogiques, de nouvelles formes pour un apprentissage commun aux divers groupes professionnels. Outre le développement de compétences professionnelles spécifiques,

l'accent sera mis sur l'apprentissage de la collaboration entre différents métiers.

Mariette Zurbriggen – Il s'agit ainsi de former à la réflexion interprofessionnelle déjà dans le processus de formation. Nous visons à mettre en place une formation avec des séquences >>



Chez Curaviva Suisse, Claudia Kubli (à gauche) et Mariette Zurbriggen promeuvent le développement de la formation professionnelle dans les domaines de la santé et du social.

Photo: esf

interprofessionnelles. Il est beaucoup plus difficile de développer une telle réflexion lorsqu'on y est confronté dans le travail quotidien. La collaboration doit être apprise à l'appui de situations pratiques qui impliquent plusieurs métiers. Mais cela doit toujours se faire dans le cadre des exigences des différents métiers, car chaque métier est tenu d'atteindre ses objectifs de formation.

Les partenaires de la formation devront-ils donc à l'avenir collaborer plus étroitement?

Mariette Zurbriggen – Les organisations nationales du monde du travail sont compétentes en matière de développement des professions. Au niveau national, et plus particulièrement au niveau cantonal, nous connaissons une grande segmentation dans les domaines qui nous intéressent. Les organisations du monde du travail compétentes pour les métiers de la santé, du social et de l'intendance défendent chacune leurs propres intérêts. Penser la formation sous l'angle de l'espace social implique la collaboration des principaux acteurs. Par conséquent, nous allons tenter, au cours des mois à venir, de constituer de larges partenariats.

Dans la perspective d'une collaboration entre les métiers de la santé et du social, comment évaluez-vous les différentes identités professionnelles?

Anzeige

Mariette Zurbriggen – Vous faites allusion aux images habituellement associées au travail social «plutôt participatif» et au secteur de la santé «plutôt hiérarchisé et technique». Ces caractéristiques existent en effet. Mais ce sont surtout les soins aigus qui sont organisés hiérarchiquement. Les soins de longue durée en revanche, où les aspects sociaux sont tout aussi importants que les questions médicales, favorisent aussi la participation. Le processus de soins dans les soins de longue durée n'est rien d'autre que la clarification commune d'un besoin particulier. Dans les institutions pour personnes en situation de handicap, qui emploient des ASSC ou qui font appel à ce personnel dans le cadre des soins à domicile, la collaboration fonctionne très bien. Je vois plutôt le problème ailleurs: dans certaines discussions, j'ai parfois l'impression que les professionnel-le-s de la santé n'accordent que peu de considération aux métiers du social...

Que répondez-vous à cela, Madame Kubli?

Claudia Kubli – L'un des enjeux de la collaboration interprofessionnelle réside dans le rapprochement et le bénéfice que nous pouvons retirer des différents points de vue. C'est bien la raison pour laquelle il existe des formations différentes et des profils de compétences différents. L'idée du travail interprofessionnel, dans la perspective d'une valeur ajoutée pour les bénéficiaires, est de réunir ces points de vues, d'apprendre les uns des autres et avec les autres.

Les identités professionnelles vont-elles s'effacer?

Claudia Kubli – Non, ce n'est pas l'idée de l'interprofessionnalité. L'identité professionnelle spécifique doit perdurer. Tout l'art est de faire en sorte que les différents groupes professionnels ne se sentent ni supérieurs ni subordonnés à un autre groupe professionnel. Pour que cela fonctionne, un leadership interprofessionnel sera toutefois nécessaire. La formation devra donc davantage mettre l'accent sur le travail d'équipe et l'auto-organisation. ●

Texte traduit de l'allemand

